

CLASSES EN LUTTE...



n°99-février 2009

Pour une révolution sociale, éducative et pédagogique

Manifestations du jeudi 29 janvier : deux millions cinq cent mille grévistes dans les rues !

Pas besoin de jouer sur les chiffres, la mobilisation interprofessionnelle de ce jeudi 29 janvier a atteint une ampleur remarquable, par la grève, et dans la rue.

Lille : « Quand le cortège arrive place de la République, plus de deux heures après son départ, la queue du peloton démarre à peine... » Mêmes scénarios dans de nombreuses villes, seuls les noms des places changent ! Au Havre, 25 000 manifestants, Montpellier (35 000), Lyon (50 000), Toulouse (90 000), Paris (300 000)... Dans l'éducation, près de 70% des enseignants du primaire étaient en grève, 50% dans le secondaire... En Seine St Denis, les taux de grévistes dans le primaire ont atteint des records : 80% à Montreuil, plus de 90% aux Lilas, à Bagnolet, à La Courneuve...

Les cortèges CNT étaient au rendez-vous. Lyon a donné le ton : « Nous ne paierons pas leur crise, grève générale ».

Des Assemblées générales se sont réunies avant et après les manifestations. La CNT-FTE se félicite de ces dynamiques, à la base, et appelle à soutenir les initiatives de reconduction de la grève pour la généraliser. Elle relaiera et soutiendra les initiatives d'AG qui iront dans ce sens. Dans les Universités, les enseignants-chercheurs seront en grève dès lundi 2 février. L'« assemblée générale nationale des collectifs de parents et enseignants en lutte », qui s'est réunie le 24 Janvier, à Villeurbanne (69), s'est fixée un nouveau rendez-vous, le 7 février, à Paris.

Ce n'est pas à Matignon ou à l'Élysée qu'il faut aller négocier début février, nous gagnerons en construisant un véritable rapport de force qui impose les revendications des travailleurs-ses et en élargissant les luttes à tous les secteurs, pour refuser les attaques



gouvernementales et réactionnaires, pour défendre les acquis historiques des travailleurs et pour en conquérir de nouveaux fondés sur l'égalité, la socialisation, l'autogestion par la base, le partage (des richesses et du temps de travail), les services publics...

Dans l'éducation, nous sommes en grève pour :

- le retrait des réformes Darcos (suppressions de postes, suppression des RASED, mise en place des EPEP, suppression du BEP, fichages, contre-réforme du Lycée, LRU, masterisation des concours...)
- la fin des licenciements et du recours à l'emploi précaire, par la titularisation

sans condition de concours ni de nationalité, des contractuels, vacataires, AED, AP, CAE, CAV, EVS, AVS...
-un véritable service public d'éducation, sans un centime pour le privé
-l'augmentation du budget de l'école publique, des salaires et l'amélioration des conditions de travail
- la liberté syndicale et le maintien des droits syndicaux des travailleurs-ses, à la base.

Contre la loi du profit et des patrons, le temps approche d'une révolution sociale, éducative et pédagogique. Grève générale interprofessionnelle.

Paris, le 29 janvier

Des évaluations sous haute surveillance

Après les interventions de gendarmes avec chien dans les collèges et lycées, après les coups sur les lycéens bloqueurs, après les interpellations de parents sans papiers dans les écoles, les forces de l'ordre interviennent dans les écoles primaires contre le mouvement de résistance au mesures Darcos.

Lundi 12 janvier les CRS dispersent un rassemblement de parents à l'occasion des vœux du président devant une école de Saint-Lô.

Jeu 15 janvier 2009, les gendarmes sont venus à l'école de Montarnaud. Ils ont demandé

le sens d'une banderole accrochée sur l'école et qui l'avait posée. Ensuite, ils ont demandé les noms et coordonnées de tous

les parents d'élèves élus.

Mardi 22 janvier à Lodève et à Clermont-l'Hérault les gendarmes enquêtent sur les actions des parents contre les évaluations. Ailleurs la police (nationale ou municipale) ou la gendarmerie interviennent pour enlever des banderoles, relever des noms, interroger les enseignants...

Une fois de plus, le gouvernement nous prouve qu'il n'acceptera aucune contestation et qu'il est prêt à tout pour faire passer ces « réformes », même les plus insensées d'entre elles (évaluation sur la totalité du programme passée en janvier).

Montrons-lui que nous ne nous laisserons pas intimider et répondons à la répression par la solidarité.

La CNT-FTE est un syndicat indépendant qui fonctionne sans subvention, uniquement avec les cotisations des adhérents. La CNT-FTE tourne en autogestion, tout est décidé en assemblées générales dans chaque syndicat, les mandats sont tournants et révocables à tout moment, il n'y a pas de permanents et tout travail est bénévole. Chaque syndicat appartient à une fédération. Nous appartenons à la fédération des travailleurs-ses de l'éducation. L'ensemble des fédérations forme la confédération. UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. DE COMBAT ! Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation. AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes. SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée. ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons alors les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur d'un projet de changement... un projet révolutionnaire.

Masterisation de la formation des enseignants

Quel que soit le concours, les épreuves auront la structure suivante :

- Admissibilité (accessible dès la deuxième année de Master) : 2 épreuves écrites en Janvier compteront pour 40% de la note finale. Elles seront centrées sur le disciplinaire. Le texte envisage la possibilité d'une question concernant l'épistémologie de la discipline.

- Admission : 2 épreuves orales en Juin. La première est la traditionnelle leçon. La seconde consiste en une sorte d'entretien d'embauche sur l'institution scolaire.

Par ailleurs, en plus des universitaires, des personnels de direction, de l'administration, de la hiérarchie de l'EN ou de la « société civile » seront susceptibles de participer aux jurys.

En l'absence de tout cadre d'uniformisation pour les Masters des métiers de l'enseignement, on peut craindre les effets de la concurrence entre les formations, conséquence de la concurrence entre les universités induite par la loi LRU. La formation des IFUM n'est pas exempte de reproches. Malgré tout, l'année de stage après le concours permettait d'écarter le bachotage et d'aborder la question de la formation professionnelle sereinement en

articulant concret et théorique. Avec la réforme, c'est le seul contenu des concours qui va décider de la formation au détriment d'une formation professionnelle sérieuse (et en alternance). Au delà des économies d'échelle, cette réforme permettra surtout à l'état de ne plus payer la 2e année d'IUFM des stagiaires. Pour ceux qui veulent être enseignants, il faudra donc trouver le moyen de se financer plus longtemps. La réforme met surtout en place les éléments nécessaires à une casse du statut des enseignants. Déjà, dans de nombreux pays, les enseignants sont recrutés par les chefs d'établissements (au détriment des conditions de travail et de la défense collective).

Ce qui se prépare est simplement intenable : il faudrait dans un même Master préparer un concours exigeant (notamment sur les contenus disciplinaires), s'initier à la recherche à travers l'écriture d'un mémoire de recherche et se former à un métier (et même à des métiers puisque les futurs Masters ne doivent pas se restreindre à l'enseignement) ! Dans ces conditions, on voit mal comment un concours de recrutement national pourrait survivre bien longtemps.

Boycott des évaluations nationales Refus de l'aide personnalisée

La CNT s'oppose aux mesures idéologiques de démantèlement de l'école publique.

Dans la foulée des nouveaux programmes que nous avons combattu pendant trois semaines de grève en mai et juin dernier, le ministère impose maintenant la concurrence entre les élèves, les enseignants et les écoles. Ce saccage capitaliste se fait dans le but bien connu de payer le moins possible les services publics pour augmenter le profit des firmes privées. Il s'organise autour de deux idées-forces : le chacun-pour-soi qu'ils appellent « liberté », la misère toujours plus encadrée pour les plus faibles. Ce chacun-pour-soi est organisé dans l'Éducation nationale à l'aide de plusieurs armes idéologiques : les évaluations nationales individuelles, l'aide personnalisée, les stages de remise à niveau, les primes puis le salaire au « mérite » pour les enseignants et l'autonomie des établissements (EPEP, lycées et universités) devant bientôt chercher eux-mêmes leurs moyens de fonctionnement en se pliant aux ordres des détenteurs d'argent. Comme pour la santé, le logement ou les transports, dans l'éducation, ceux qui en ont les

moyens s'en sortiront toujours. Pour les autres, adultes et enfants, on impose le « pilotage » qui signifie asservissement, au moyen d'évaluations, de signalements et d'un surcroît d'encadrement. Pour ceux qui refuseront de se soumettre à ces règles de fer, ce sera sanctions et/ou enfermement. Pas besoin de jouer les Cassandre pour comprendre que nous n'aurons plus qu'à gérer la pénurie, on verra poindre une variante du chèque éducation à l'américaine avec lequel les familles devront choisir une école en fonction de leur moyens et du niveau de leur enfant. Les enseignants seront embauchés et virés par le chef d'établissement. Le gouvernement prépare déjà un financement des écoles privées à la même hauteur que le système public. Peu à peu, les règles devront y être les mêmes. D'ailleurs, l'État français reconnaît dorénavant les diplômes du Vatican ! De l'enseignement du « fait religieux » à la théologie, le glissement n'a pas été long...

La triade tyran-prêtre-esclave fait son retour en force. Serons-nous capables, sans peur, de la déjouer par nos actions collectives, déterminées ?

REPORT DE LA RÉFORME DES LYCÉES, LES LYCÉES PROFESSIONNELS VONT-ILS PAYER L'ADDITION ?

Les bonnes nouvelles dans le monde de l'Éducation étaient rares ces dernières années. Réduction des postes d'enseignants, mise au pas de l'ensemble des personnels des établissements scolaires, volonté de libéralisation du système... Mais les résistances existaient... Peu nombreuses, trop éclatées, trop divisées, mais toujours présentes. Le ministre vient de reculer à propos de la réforme des lycées. Face à la pression d'un mouvement lycéen ascendant, Xavier Darcos a donc préféré reporter son projet. Certes reporter un projet, c'est reculer pour mieux sauter. Mais cela prouve, une fois de plus, pour celles et ceux qui pouvaient en douter, que rien ne vient tout seul et que c'est en luttant qu'on obtient des victoires. **Mais cette éclaircie cache peut-être autre chose...**

La réforme des lycées avait été budgétisée. Elle devait correspondre aux fameuses économies " inéluctables " auxquelles devaient s'attendre le monde lycéen. Maintenant que ce projet est remis sur un coin du bureau, on peut se demander qui va payer... La victime semble toute désignée : les lycées professionnels ! L'an dernier déjà, ils ont eu à subir un rude coup : la généralisation du BAC PRO en trois ans, et par là même, la suppression du BEP. Cette subite attaque va contraindre un

grand nombre d'élèves à quitter le système scolaire. En effet, auparavant beaucoup d'élèves parvenaient à obtenir le BEP mais pas le BAC PRO... Ce changement brutal conduira donc ces mêmes jeunes à quitter le lycée sans avoir obtenu le moindre diplôme. Cela arrangera bien les affaires de l'Apprentissage (Lycée des Métiers et autres CFA), financé chaque année davantage par les collectivités locales.

Ce glissement progressif n'a qu'un seul but :

accentuer la sélection du lycée, réduire les postes d'enseignants ainsi que les filières professionnelles, grignoter le temps d'enseignement des matières générales... Un bon élève est un élève ignorant qui va lui-même chercher son patron et ses stages, c'est sûr que c'est moins dangereux qu'un élève informé et mobilisé lorsqu'on l'attaque ! L'enseignement professionnel est donc dans le collimateur et le ministre espère sans doute que les élèves de ces établissements bougeront moins que leurs camarades des lycées généraux. C'est pourquoi il faudra rester attentif et solidaire, de la maternelle à l'Université. Les projets contre lesquels nous luttons depuis déjà trop longtemps sont cohérents et obéissent à une idéologie libérale et destructrice.



On aurait préféré une actualité moins sordide, mais notre actualité est tragique.... Ce numéro qui consacre une très large place à l'école en Palestine, mêlant témoignages, analyses et pistes de réflexion pédagogiques, sort au moment même où la bande de Gaza est victime d'une agression militaire intolérable....

Palestine, Argentine, Mexique, sont des terres de souffrances mais aussi de luttes et de résistances pour qui l'école est un enjeu majeur. D'ici à là bas, peu de chose nous séparent : même espoir dans les luttes, même implication dans l'éducation. Dans ce numéro, nous sommes allés voir de plus près L'autre école, celle qui semble éloignée et qui est pourtant si proche de la n'autre, celle qui résiste et fait résister par tous les moyens. L'internationalisme n'est pas un vain mot ou une rengaine : rencontres, récits de voyage ou d'expériences, sont autant de témoignages qui nous rappellent que nos idées dépassent notre petit cadre territorial et se partagent au-delà des frontières.

En raison du contexte exceptionnel qui accompagne la sortie de ce numéro, nous avons décidé de mettre en ligne en libre accès de larges extraits de ce dossier "L'école en Palestine".

www.cnt-f.org/nautreecole

